

<http://gec.venissieux.org/Encore-une-fois-une-femme-est-morte-il-y-a-urgence>



Encore une fois, une femme est morte, il y a urgence !

- Les élus interviennent... -

Date de mise en ligne : samedi 27 juillet 2019

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Une 81ème femme est morte en 2019 : Bernardette, a été tuée jeudi matin dans notre commune par un conjoint violent, d'une manière qui nous horrifie sur le niveau de sauvagerie auquel peut conduire cette violence contre les femmes.

Les communistes de Vénissieux expriment leur émotion et leur solidarité avec les proches de la victime. Ils tiennent à faire entendre la colère de toutes celles et ceux qui n'acceptent pas le terrible décompte des victimes.

Les communistes de Vénissieux interpellent le gouvernement et les institutions sur l'urgence de passer des discours aux actes, l'urgence de consacrer de réels moyens juridiques, policiers, médicaux et sociaux à la protection des femmes.

Car la victime de ce meurtre horrible avait porté plainte, l'homme était sous le coup d'une injonction d'éloignement et devait comparaître en octobre devant le tribunal correctionnel pour de précédents faits de violences envers son épouse. Mais de fait, ces décisions n'étaient pas à la hauteur de la situation vécue par cette femme, et n'ont pu empêcher le drame.

Les élus communistes savent les efforts de la ville pour créer les conditions de l'accueil des femmes victimes de violence avec le poste de coordinatrice sociale au commissariat, financé à moitié par la ville, pour les accompagner avec le soutien à l'association VIFFIL, et pour les mettre à l'abri avec le logement temporaire que le dernier conseil municipal vient de mutualiser avec celui de Saint-Fons pour mieux répondre aux demandes des femmes concernées.

Mais l'enjeu est évidemment national, et les grandes campagnes médiatiques - comme le soi-disant « Grenelle des violences conjugales » annoncé par la Secrétaire d'Etat à l'égalité entre les femmes et les hommes Marlène Schiappa en septembre - ne peuvent masquer la faiblesse des moyens accordés à ce qui devrait être une priorité nationale. Elles ne peuvent changer cette réalité que trop de femmes ne trouvent pas l'accueil, l'écoute et l'accompagnement nécessaire, que les policiers, juges, médecins ne sont pas assez nombreux et organisés pour ne laisser aucune femme seule face à un meurtrier potentiel.

Les associations rappellent au Président de la République qui se présentait comme un candidat "profondément féministe" qu'il avait décrété pendant sa campagne l'égalité entre les femmes et les hommes " grande cause du quinquennat...

Pourtant, le Haut conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes (HCE) calculait que seuls 79 millions d'euros étaient consacrés par l'Etat à la lutte contre les violences faites aux femmes, quand il estimait le budget nécessaire dans une fourchette allant de 506 millions à 1,1 milliard d'euros.

Car c'est en amont qu'il faut agir. Car ce qui nourrit les violences contre les femmes, c'est l'idée rétrograde qui perdure que les femmes sont des objets que l'on peut au mieux convoiter, plus souvent exploiter, au pire détruire lorsque celles-ci montrent trop d'indépendance.

C'est sur tous les fronts qu'il faut agir pour que les femmes ne soient plus des citoyens de seconde zone : de l'école aux clubs sportifs, de l'égalité salariale à la répression du harcèlement sexuel, de l'accueil du corps médical à celui de l'institution judiciaire en passant par une plus grande représentation politique. L'Etat a une responsabilité décisive dans l'ensemble de ces domaines. Ne pas intervenir à hauteur de l'urgence revient à être complice de ces dynamiques discriminatoires aux conséquences parfois mortelles.

Encore une fois, une femme est morte, il y a urgence !

Cette situation est révélatrice de l'incapacité du capitalisme et des gouvernements qui le gèrent, de mettre au centre des décisions politiques la vie concrète de toutes celles et ceux qui sont victimes d'injustices, de violences.